



ASSEMBLÉE NATIONALE

13ème législature

raffinage

Question au Gouvernement n° 1907

Texte de la question

PROJET DE FERMETURE DE LA RAFFINERIE TOTAL DE DUNKERQUE

M. le président. La parole est à M. Bernard Roman, pour le groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche.

M. Bernard Roman. Ma question s'adresse à M. le Premier ministre ; j'y associe mes collègues Michel Delebarre et Christian Hutin, tous deux députés de Dunkerque.

Total devrait annoncer, dans les prochains jours, la fermeture de sa raffinerie des Flandres, située à Mardyck, près de Dunkerque.

M. Patrick Roy. C'est scandaleux !

M. Bernard Roman. Si cette fermeture était confirmée, elle entraînerait la suppression de 350 emplois chez Total et de 400 postes chez ses sous-traitants, puisque la conversion du site en dépôt de carburant - projet qui semble aujourd'hui le plus probable - ne permettrait d'employer, à terme, que 30 à 50 personnes.

Cette décision serait à la fois insupportable et scandaleuse.

Insupportable, d'abord, pour les salariés concernés, mais aussi pour une région qui a déjà tant souffert de la désindustrialisation, alors qu'au plan national, le chômage franchira, en 2010, le cap des 10 %.

Scandaleuse, car, dans les jours qui viennent, Total annoncera, en même temps que cette fermeture, des profits de près de 9 milliards d'euros pour 2009. En 2008, déjà, le groupe avait annoncé, à quelques jours d'intervalle, 14 milliards d'euros de profits et 560 suppressions d'emplois en France.

Monsieur le Premier ministre, Total a bel et bien engagé une stratégie de délocalisation progressive. Il semble que vous ayez reçu, il y a quelques jours, M. Christophe de Margerie, le PDG du groupe. Vous pouvez encore empêcher la fermeture du site de Dunkerque.

Plusieurs députés du groupe de l'Union pour un mouvement populaire. Cinq, quatre, trois,...

M. Bernard Roman. Avec les salariés de Total, vous pouvez exiger un moratoire.

Plusieurs députés du groupe de l'Union pour un mouvement populaire. ...deux, un, zéro !

M. le président. Je vous en prie, mes chers collègues !

M. Bernard Roman. Mais, comme le Président de la République l'a dit hier, il ne suffit pas de parler : il faut agir.

M. le président. Merci, monsieur Roman.

M. Bernard Roman. Alors, agissez, monsieur le Premier ministre. Nous vous le demandons ! (*Applaudissements sur les bancs du groupe SRC et sur plusieurs bancs du groupe GDR.*)

M. le président. La parole est à M. Christian Estrosi, ministre chargé de l'industrie.

M. Christian Estrosi, *ministre chargé de l'industrie*. Monsieur le député, nous partageons la préoccupation qui est la vôtre (*Exclamations sur les bancs du groupe SRC*) suite à une rumeur, qui n'est pas confirmée, selon laquelle Total pourrait envisager la fermeture de sa raffinerie des Flandres, sur le port de Dunkerque.

Le Premier ministre et le Président de la République ont veillé à prendre contact avec le groupe pour savoir ce qu'il en est exactement. Nous sommes en effet attentifs au fait que 370 emplois directs chez Total ainsi que 400 emplois chez ses sous-traitants sont concernés et qu'il s'agit d'une activité locale importante pour le soutien de l'activité industrielle du port de Dunkerque et de l'ensemble du bassin d'emploi.

Total nous a fait parvenir les informations suivantes. Une étude serait en cours pour installer un terminal méthanier et diversifier l'ensemble de ses activités. Mais, je le dis comme nous l'avons annoncé, nous serons

vigilants et fermes (*Exclamations sur les bancs des groupes SRC et GDR*) : tant que ne seront pas pris des engagements précis pour qu'il n'y ait aucun licenciement, tant qu'un véritable dossier innovant et incontestable ne sera pas présenté, aucune décision définitive ne sera prise.

M. Christian Bataille. Le gouvernement Matamore !

M. Christian Estrosi, *ministre chargé de l'industrie*. Évidemment, ce projet doit avoir un impact fort pour l'emploi : c'est toute une activité industrielle qui en dépend.

Vous le voyez, monsieur le député, l'État volontariste existe (*Exclamations sur les bancs du groupe SRC*), ainsi que nous l'avons démontré ces dernières semaines avec Renault. Une fois de plus, l'État stratège sera fidèle au rendez-vous pour préserver l'emploi à Dunkerque ! (*Applaudissements sur quelques bancs du groupe UMP. - Exclamations sur les bancs des groupes SRC et GDR.*)

M. Maxime Gremetz. Baratin !

Données clés

Auteur : [M. Bernard Roman](#)

Circonscription : Nord (1^{re} circonscription) - Socialiste, radical, citoyen et divers gauche

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 1907

Rubrique : Énergie et carburants

Ministère interrogé : Industrie

Ministère attributaire : Industrie

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 27 janvier 2010

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le 27 janvier 2010